

Arrêt

n° 126 348 du 26 juin 2014
dans l'affaire X / V

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre :

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté, adjointe à la Ministre de la
Justice.**

LE PRESIDENT F.F DE LA V^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite par télécopie le 25 juin 2014 par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise et qui demande « par voie de mesures urgentes et provisoires » la suspension de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire du 6 mai 2014.

Vu le titre I^{er} bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980).

Vu l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après dénommé le Conseil).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 25 juin 2014 convoquant les parties à comparaître le 26 juin 2014 à 10 heures.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. CHATCHATRIAN loco Me A. LOOBUYCK, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. CORNELIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits et les rétroactes utiles à l'appréciation de la cause

1.1. Les faits sont établis sur la base des pièces du dossier administratif et de l'exposé que contient la requête.

1.2. La partie requérante a introduit une demande d'asile le 26 avril 2011. Cette procédure s'est clôturée négativement par un arrêt du Conseil du 17 février 2012. Un ordre de quitter le territoire a été pris à l'égard du requérant le 13 mars 2012.

1.3. Un nouvel ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée et maintien en vue de l'éloignement a été pris à l'égard du requérant le 20 mars 2012.

1.4. Le 22 août 2012, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour pour motifs médicaux. Le 11 avril 2013, cette demande a été déclarée irrecevable. Un ordre de quitter le territoire et une interdiction d'entrée ont été pris à son égard le 11 mars 2014.

1.5. Le 2 mai 2014, le requérant a introduit une deuxième demande d'asile. Cette demande a été rejetée par une décision de refus de prise en considération prise le 9 mai 2014. Le requérant a introduit un recours contre cette décision devant le Conseil, qui est pendant sous le numéro de rôle 152 980.

1.6. Le 6 mai 2014, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire à l'égard du requérant. Il s'agit de l'acte attaqué. Concomitamment, elle a pris une décision de maintien dans un lieu déterminé. Le recours introduit le 19 mai 2014 contre l'ordre de quitter le territoire est pendant sous le numéro de rôle 152 921. L'ordre de quitter le territoire attaqué est motivé comme suit :

En exécution de l'article 74, § 2^{ème} de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à Monsieur / Madame ⁽¹⁾, qui déclare se nommer ⁽¹⁾ :

**nom : Diop
prénom : Abderhaman
date de naissance : 08.03.1967
lieu de naissance : Lobaly
nationalité : Sénégal**

de quitter le territoire, ainsi que le territoire des Etats qui appliquent entièrement l'accord de Schengen ⁽²⁾, sauf s'il (si elle) possède les documents requis pour s'y rendre.

MOTIF DE LA DECISION :

- (1) L'intéressé(e) se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à l'article 2, en effet, l'intéressé(e) n'est pas en possession d'un passeport valable avec visa valable.**

En exécution de l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire du Royaume.

1.7. Le requérant est actuellement détenu en vue de son expulsion et son rapatriement est prévu pour le 27 juin à 11 h 30.

2. L'objet du recours

2.1. La partie requérante présente l'objet de son recours comme suit :

La partie requérante demande actuellement de votre Conseil, par voie de mesures urgentes et provisoires, la suspension d'extrême urgence (analogue à la procédure comme stipulée dans l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers), de l'ordre de quitter le territoire du 6 mai 2014 que le délégué du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, a notifié à la partie requérante le jour même en exécution de l' article 74, §2ième de l' arrêté royal du 8 octobre 1981(pièce-jointe 1)

La partie requérante avait déjà demandé à temps, en date du 19 mai 2014, la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire du 6 mai 2014 que le délégué du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, a notifié à la partie requérante le même jour, en exécution de l' article 74, §2ième de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (pièce-jointe 2)

2.2 Il s'ensuit que le présent recours n'est pas dirigé contre la décision de refus de prise en considération de la deuxième demande d'asile du requérant, décision qui n'y est par ailleurs pas jointe, et vise uniquement à obtenir, par la voie des mesures provisoires, la suspension de l'ordre de quitter le territoire du 6 mai 2014.

2. L'appréciation de l'extrême urgence.

Le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 39/85 de la loi du 15 décembre 1980, « *Si l'étranger fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente, l'étranger qui a déjà introduit une demande de suspension, peut, à condition que le Conseil ne se soit pas encore prononcé sur cette demande, demander, par voie de mesures provisoires au sens de l'article 39/84, que le Conseil examine sa demande de suspension dans les meilleurs délais. [...]* »

En l'espèce, le requérant est privé de sa liberté en vue de son éloignement.

Toutefois, les dispositions transitoires de la loi du 10 avril 2014 « portant des dispositions diverses concernant la procédure devant le Conseil du Contentieux des étrangers et devant le Conseil d'Etat » (Mon. b., 21 mai 2014, entrée en vigueur 31 mai 2014) interdisent à la partie défenderesse d'exécuter la mesure d'éloignement visée par le présent recours.

Cette loi prévoit en effet ce qui suit :

« Art. 25. *En ce qui concerne les décisions de non prise en considération, visées aux articles 57/6/1, alinéa 1er, et 57/6/2, alinéa 1er, de la loi précitée du 15 décembre 1980, qui ont été notifiées avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et pour lesquelles le délai d'introduction d'un recours en annulation de trente jours, est encore en cours, la partie requérante peut choisir d'introduire, dans ce délai, une requête conforme à l'article 39/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980. Si elle introduit tout de même un recours en annulation, il sera procédé conformément à l'article 26, de la présente loi.*

Art. 26.

§ 1er. *En ce qui concerne les recours en annulation introduits à l'encontre d'une décision de non prise en considération visées aux articles 57/6/1, alinéa 1er, et 57/6/2, alinéa 1er, de la loi précitée du 15 décembre 1980 et enrôlés, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un arrêt définitif à ce moment, le greffe du Conseil du contentieux des étrangers informe la partie requérante, par envoi recommandé, qu'elle peut introduire une nouvelle requête, en vue du traitement de celle-ci conformément à l'article 39/2, § 1er, alinéas 1er et 2, de la loi du 15 décembre 1980.*

§ 2. *La partie requérante dispose d'un délai de trente jours à partir de la notification de l'envoi visé au § 1er, pour déposer une nouvelle requête au sens visé au § 1er.*

§ 3. *Lorsque la partie requérante ne dépose pas une nouvelle requête dans le délai fixé au § 2, le Conseil statue sur la base de la requête initialement introduite, qui est assimilée de plein droit au*

recours visé à l'article 39/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980. Lorsque la partie requérante a déposé une nouvelle requête dans le délai visé au § 2, la partie requérante est considérée comme s'étant désistée de la requête initialement introduite et le Conseil statue uniquement sur la base de la nouvelle requête.

Dans les cas visés aux alinéas 1er et 2, la procédure est poursuivie conformément aux dispositions de l'article 39/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 et les articles 19 et 20, 2°, de la présente loi, sans préjudice de l'article 21 de la présente loi.

Art. 27. En ce qui concerne les recours en annulation, introduits à l'encontre d'une décision de non prise en considération visées aux articles 57/6/1, alinéa 1er, et 57/6/2, alinéa 1er, de la loi précitée du 15 décembre 1980, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais qui n'ont pas encore été enrôlés à ce moment, le greffe du Conseil du contentieux des étrangers adresse, le cas échéant, le courrier visé à l'article 39/69, § 1er, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980, simultanément à l'envoi visé à l'article 26, § 1er, de la présente loi.

La procédure est poursuivie conformément à l'article 26 de la présente loi, pour autant que la requête soit régularisée conformément à l'article 39/69, § 1er, alinéa 6, de la loi du 15 décembre 1980.

Art. 28. Sauf accord de l'étranger, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée, au cours de la procédure visée aux articles 25, 26 et 27 de la présente loi, ni pendant l'examen du recours visé, par le Conseil du contentieux des étrangers, sans préjudice de l'article 18 de la présente loi. »

En l'espèce le requérant a introduit un recours en annulation et suspension contre la décision de refus de prise en considération le 19 mai 2014, soit sous l'emprise des anciennes dispositions, et ce recours est toujours pendant. Il est par conséquent visé par l'article 26 de la loi précitée et **il ne pourra dès lors pas faire l'objet d'un éloignement forcé avant la fin de cette procédure.**

Il convient dès lors de conclure que le péril ne peut pas être considéré comme imminent à ce stade.

Le Conseil constate qu'une des conditions requises pour pouvoir ordonner la suspension d'extrême urgence de l'acte attaqué, en l'occurrence l'existence d'une extrême urgence, n'est pas remplie. Il en résulte que la demande de suspension doit être rejetée.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six juin deux mille quatorze par :

Mme M. de HEMRICOURT de GRUNNE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme C. CLAES, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,